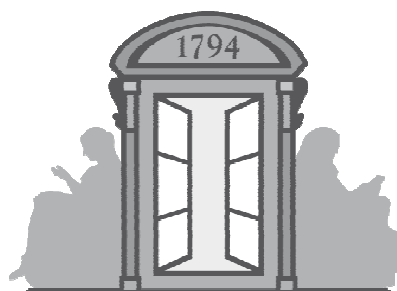


# MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Ecole Normale Supérieure  
Direction Générale des Services  
Cellule des Marchés Publics  
45 rue d'Ulm  
75005 PARIS



**ENS**  
ÉCOLE NORMALE  
SUPÉRIEURE

## **PRESTATIONS DE DÉSINSECTISATION, DÉSINFECTION ET DE DÉRATISATION DES LOCAUX DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE**

Date et heure limites de réception des offres

**Le vendredi 5 juillet à 12h00**

### **Règlement de la Consultation**

N° du RC : 2017-029

La visite préalable des sites (Ulm, Jourdan, Montrouge) **EST OBLIGATOIRE**. Une attestation de visite, signée par le représentant du service de la logistique, sera délivrée aux candidats ; le double sera conservé par l'ENS à l'appui des candidatures (l'original devra être ajouté à l'offre).

Les visites (une pour le site d'Ulm, une pour celui de Jourdan, une pour le site de Montrouge), seront fixées avec les candidats sur rendez-vous.

Contacts à l'ENS pour l'organisation des visites : voir pages 9 et 10 du présent document.

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DÉCOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	4
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
<b>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
2.1 - DURÉE DU MARCHÉ - DÉLAIS D'EXÉCUTION	4
2.2 - VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU ALTERNATIVES	4
2.3 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	5
2.4 - MODE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ ET MODALITÉS DE FINANCEMENT	5
2.5 – CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION	5
<b>ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>5</b>
4.1 - DOCUMENTS À PRODUIRE	6
4.2 - VARIANTES	6
<b>ARTICLE 5 : SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</b>	<b>8</b>
6.1 – TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	8
6.2 – TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE	8
<b>ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES</b>	<b>8</b>
7.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	9
7.2 - DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES	9
7.3 - VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE	10
<b>ARTICLE 8 : CLAUSES COMPLÉMENTAIRES</b>	<b>10</b>

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### Article premier : Objet et étendue de la consultation

#### 1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne : **Prestations de désinsectisation, désinfection et de dératisation des locaux de l'École normale supérieure.**

Pour prendre connaissance des prestations, veuillez consultez le C.C.T.P. 2017-029

#### 1.2 - Étendue de la consultation

**MARCHE PUBLIC** passée en **PROCEDURE ADAPTEE** en application de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

#### 1.3 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 2 lots désignés ci-dessous.

Lot	Désignation
1	<p><b>Désinsectisation</b> <b><u>prestations à prix forfaitaire :</u></b></p> <p>Le titulaire du marché s'engage à effectuer QUATRE passages ou plus si ré-infestation notoire constatée malgré l'intervention. Le titulaire devra soumettre à l'agrément de l'établissement le programme annuel de ses interventions jusqu'à la date anniversaire du marché et dans un délai de QUINZE JOURS à compter de la notification.</p> <p>Pour les restaurants et cafétérias des sites, les interventions sont planifiées 12 fois/an. Le titulaire avertira le service logistique deux semaines avant les dates de ses interventions par fax ou par mail.</p> <p><b><u>prestations à prix unitaire (bons de commande) :</u></b> interventions exceptionnelles (voir BPU Lot n°1).</p>
2	<p><b>Désinfection et Dératisation</b> <b><u>prestations à prix forfaitaire :</u></b></p> <p>Le titulaire du marché s'engage à effectuer QUATRE passages ou plus si ré-infestation notoire constatée malgré l'intervention. Le titulaire devra soumettre à l'agrément de l'établissement le programme annuel de ses interventions jusqu'à la date anniversaire du marché et dans un délai de QUINZE JOURS à compter de la notification.</p> <p>Pour les restaurants et cafétérias des sites, les interventions sont planifiées 12 fois / an. Le titulaire avertira le service Logistique et Restauration, deux semaines avant les dates de ses interventions par fax ou par mail.</p> <p><b><u>prestations à prix unitaire (bons de commande) :</u></b> interventions exceptionnelles (voir BPU Lot n°2)</p>

**Les prestations faisant l'objet de bons de commande (interventions exceptionnelles) : n'ont pas de minimum. Le maximum est quant à lui de 90 000. 00 € HT sur la durée du marché. Ce montant tient compte également des prestations forfaitaires.**

Ces prestations faisant l'objet d'une demande d'intervention par bon de commande. En cas d'urgence (en fonction de la prestation considérée), le titulaire s'engage à réaliser la prestation dans un délai maximum de 48h00 hors jours fériés à compter de la date de réception du fax et du mail transmis par le Service de la Logistique (ex : puces, nid de guêpes ou de frelons,.....). Le titulaire accusera réception du fax et du mail.

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

#### 1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

#### 1.5 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), par lot sont :

<i>Lot</i>	<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
1	Services de lutte contre les parasites. (909220006)	
2	Services de dératisation. (909230003)	Services de désinfection (90 92 10 00 9)

## **Article 2 : Conditions de la consultation**

### 2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés à l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

#### **Reconduction du marché :**

Le présent marché pourra être reconduit dans les conditions suivantes :

Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois.

Il pourra être reconduit par période de 12 mois sans que la durée totale des reconductions ne puisse excéder 24 mois.

En tout état de cause la durée du marché ne pourra pas être supérieure à 36 mois.

Le pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché ; la reconduction du marché est considérée comme refusée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire le marché, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

## 2.2 - Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives

Aucune variante n'est autorisée, et aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

## 2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

## 2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

## 2.5 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article 14 du Code des marchés publics.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article 15 du Code des marchés publics.

## **Article 3 : Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- Actes d'engagements lot n°1 et 2 (A.E.) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- Les bordereaux des prix unitaires (n°1 et 2)

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 14 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **Article 4 : Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

#### 4.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :
  - Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux regards des articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :
  - Le chiffre d'affaire global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :
  - Une note de 2 pages maximum relative à la présentation de la société ; Équipement technique - moyens en personnel (nombre et qualifications) et en matériel et références prouvant les compétences du candidat dans le domaine concerné par le marché. Les candidats devront en particulier clairement indiquer leurs principales références datées avec montants correspondants dans le domaine de la consultation.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la commission européenne, en lieu et place des documents mentionnés à l'article 48 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

Les candidats peuvent réutiliser un document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables. Le document devra être obligatoirement rédigé en français.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 5 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

Pièces de l'offre :

Le candidat doit produire l'ensemble des pièces constitutives de l'offre comprenant :

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) n°1 et/ou 2 et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification
- Les bordereaux des prix unitaires (n°1 et 2)
- Un certificat de visite des locaux (nom et téléphone des personnes à contacter) – L'original devra être ajouté à l'offre.
- Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat
- Le mémoire technique

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

#### 4.2 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

### **Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres**

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique selon les critères indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1-Valeur technique	<b>55%</b>
<i>Sous critère n°1 : L'organisation mise en place</i>	<i>25 points</i>
<i>Sous critère n°2 : L'organisation et délai d'intervention, moyens humains affectés</i>	<i>15 points</i>
<i>Sous critère n°3 : Moyens techniques affectés</i>	<i>15 points</i>
2-Prix des prestations	<b>40%</b>
3-Performances en matière de protection de l'environnement	<b>5%</b>

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que la présente consultation ne fera l'objet d'aucune négociation.

Le ou les candidats retenus produisent les certificats et attestations des articles 46-I et 46-II du Code des marchés publics. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

## **Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis**

### 6.1 – Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :

**Prestations de désinsectisation, désinfection et de dératisation des locaux de l'École  
normale supérieure  
Lot n° .....**

**NE PAS OUVRIR**

Ce pli doit contenir dans une seule enveloppe, les pièces définies dans le présent document et devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

**École Normale Supérieure  
Service Courrier  
45, rue d'Ulm  
75005 PARIS**

Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu.

### 6.2 – Transmission électronique

Le pouvoir adjudicateur recommande grandement la transmission des offres par voie électronique

Les plis seront adressés par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>.

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.



Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (\*\*) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre État-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

## **Article 7 : Renseignements complémentaires**

### 7.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite à :

#### **Renseignement(s) administratif(s) :**

École Normale Supérieure  
Cellule des Marchés Publics  
**29 rue d'Ulm**  
75005 PARIS  
M. Vincent Lacour  
Tél : 01 44 32 31 20  
Email: [vincent.lacour@ens.fr](mailto:vincent.lacour@ens.fr)  
[marches.publics@ens.fr](mailto:marches.publics@ens.fr)

#### **Renseignement(s) technique(s) :**

École Normale Supérieure  
**Service logistique**  
Responsable du Pôle technique  
45, rue d'Ulm  
75005 PARIS  
M. Thierry Braban  
Tel : 01 44 32 32 49  
Email : [thierry.braban@ens.fr](mailto:thierry.braban@ens.fr)

**M. Denis Cottin**  
**DGSA, Chef du service logistique**  
Tel : 01 44 32 38 52  
Email : [denis.cottin@ens.fr](mailto:denis.cottin@ens.fr)

Les candidats pourront également transmettre leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

### 7.2 - Documents complémentaires

Sans objet.

### 7.3 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

La visite préalable des sites (Ulm, Jourdan, Montrouge) EST OBLIGATOIRE. Une attestation de visite, signée par le représentant du service de la logistique, sera délivrée aux candidats ; le double sera conservé par l'ENS à l'appui des candidatures (l'original devra être ajouté à l'offre).

Les visites (une pour le site d'Ulm, une pour celui de Jourdan, une pour le site de Montrouge), seront fixées avec les candidats sur rendez-vous.

Contacts à l'ENS pour l'organisation des visites :

- Site d'Ulm :

**M. Thierry Braban**

**Tel : 01 44 32 32 49**

**Email : [thierry.braban@ens.fr](mailto:thierry.braban@ens.fr)**

**M. Denis Cottin**

**Tel : 01 44 32 38 52**

**Email : [denis.cottin@ens.fr](mailto:denis.cottin@ens.fr)**

- Site de Jourdan et site de Montrouge :

**M. Joël Vettoretti**

**Tél: 01 43 13 61 13**

**Email: [joel.vettoretti@ens.fr](mailto:joel.vettoretti@ens.fr)**

**Ou Mme Isabelle Porte**

**Tél: 01 44 32 31 90**

**Email: [isabelle.porte@ens.fr](mailto:isabelle.porte@ens.fr)**

### **Article 8 : Clauses complémentaires**

Pour les pièces de candidatures les formulaires NOTI1 et NOTI2 peuvent être utilisés.